

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2005 — 310

[2005/200269]

20 JANVIER 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation des études indicatives en cas de fermeture définitive d'une station-service.

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets tel que modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, par le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro en matière de déchets, par le décret du 20 décembre 2001 en vue de l'obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, par le décret du 16 octobre 2003, par le décret du 1^{er} avril 2004 relatif à l'assainissement des sols pollués et aux sites d'activités économiques à réhabiliter et partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage numéro 81/97 du 17 décembre 1997, notamment l'article 6, 7^o;

Vu le décret du 15 mai 2003 portant approbation de l'Accord de coopération du 13 décembre 2002 relatif au financement de l'assainissement des stations-service;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 modifiant le titre III du Règlement général pour la protection du travail en insérant des mesures spéciales applicables à l'implantation et l'exploitation des stations-service, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2000 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 juillet 2004 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 août 2004 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement wallon, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 septembre 2004;

Vu le décret du 22 décembre 2004 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 2005;

Vu l'arrêté ministériel de réallocation du 20 janvier 2005;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 janvier 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 janvier 2005;

Considérant que l'accord de coopération du 13 décembre 2002 relatif au financement de l'assainissement des stations-service stipule qu'en cas de fermeture, l'exploitant, l'occupant ou le propriétaire d'un terrain pollué qui souhaite faire valoir son droit à l'intervention du Fonds dispose, à peine de déchéance, d'un délai de douze mois à dater de la publication au *Moniteur belge* de l'agrément du Fonds, pour introduire sa demande d'intervention par lettre recommandée avec accusé de réception;

Considérant que la date ultime pour le dépôt de ce type de demande d'intervention est le 26 mars 2005;

Considérant que la procédure d'octroi de subvention doit être effective dans les plus brefs délais, de sorte que les destinataires puissent en bénéficier avant la date ultime d'introduction des dossiers de demande d'intervention auprès du Fonds;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'invoquer l'urgence;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- Ministre : le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions;
- étude indicative : l'étude indicative prévue par les articles 681bis/63, 64 et 74 du Règlement général pour la protection du travail approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947;
- fonctionnaire technique : le Directeur général de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne ou son délégué;
- accord de coopération : l'Accord de coopération du 13 décembre 2002 relatif au financement de l'assainissement des stations-service.

Art. 2. Le Ministre accorde une subvention aux personnes qui réalisent une étude indicative du sol et du sous-sol d'une station-service dont l'exploitation a cessé après le 31 décembre 1992, aux fins d'introduire un dossier de demande d'intervention dans le cadre de l'accord de coopération.

Art. 3. La subvention est octroyée si l'étude indicative conclut à l'absence de contamination et que cette conclusion est avaisée par le fonctionnaire technique.

Art. 4. La subvention s'élève à 80 % du coût de l'étude indicative, T.V.A.; comprise.

Elle est plafonnée à € 2.000 par dossier, TVA comprise.

Art. 5. La demande de subvention est adressée au fonctionnaire technique par recommandé avec accusé de réception ou contre récépissé au plus tard le 31 décembre 2005.

Le formulaire figurant en annexe du présent arrêté dûment complété par l'expert agréé et une facture attestant du montant du coût de l'étude indicative sont joints à la demande.

Art. 6. La subvention est accordée aux personnes répondant aux critères visés aux articles 2 et 3, en ce compris ceux qui ont réalisé une étude indicative avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 janvier 2005.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE :

Demande de subvention pour la réalisation des études indicatives
en cas de fermeture définitive d'une station-service
Attestation des coûts effectués par l'expert agréé

Je soussigné (*nom, prénom*) expert agréé,

établi (*adresse*)

certifie avoir effectué au bénéfice de, Madame, Monsieur (*nom et prénom du bénéficiaire*)

.....

domicilié(e) (*adresse du bénéficiaire*)

des travaux d'expertise rentrant dans le cadre de l'étude indicative prévue par les articles 681bis/63, 64 et 74 du Règlement général pour la protection du travail approuvé par les arrêtés du Régent du 11 février 1946 et du 27 septembre 1947 tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999, pour un montant de euros.

Réalisé à (*commune*)

le (*date*)

Signature

Document à adresser à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement,
Office wallon des déchets
Avenue du Prince de Liège 15, à 5100 NAMUR.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 janvier 2005 relatif à l'octroi de subventions pour la réalisation des études indicatives en cas de fermeture définitive d'une station-service.

Namur, le 20 janvier 2005.

Le Ministre Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2005 — 310

[2005/200269]

20. JANUAR 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gewährung von Zuschüssen für die Durchführung von Nachweisanalysen im Falle der endgültigen Schliessung einer Tankstelle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, abgeändert durch das Programmdekret vom 19. Dezember 1996 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Finanzen, Beschäftigung, Umwelt, bezuschusste Arbeiten, Wohnungswesen und soziale Maßnahmen, durch das Dekret vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen, durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, durch das Dekret vom 15. Februar 2001, durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 über die Einführung des Euro in Sachen Abfälle, durch das Dekret vom 20. Dezember 2001 im Hinblick auf die Einführung einer Rücknahmepflicht bestimmter Güter oder Abfälle, durch das Dekret vom 18. Juli 2002 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, durch das Dekret vom 19. September 2002 zur Abänderung der Dekrete vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, durch das Dekret vom 15. Mai 2003 zur Abänderung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, durch das Dekret vom 16. Oktober 2003, durch das Dekret vom 1. April 2004 über die Reinigung der verschmutzten Böden und über die zu sanierenden Gewerbebetriebsgelände, und teilweise aufgehoben durch das Urteil Nr. 81/97 des Schiedshofs vom 17. Dezember 1997, insbesondere des Artikels 6, 7°;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Mai 2003 zur Zustimmung zum Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Dezember 2002 über die Finanzierung der Sanierung der Tankstellen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 zur Abänderung von Titel III der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, durch den auf die Ansiedlung und den Betrieb von Tankstellen anwendbare Sonderbestimmungen eingefügt werden, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. November 2000 und durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Juli 2004 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. August 2004 zur Regelung der Arbeitsweise der Regierung, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. September 2004;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 2004 zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2005;

Aufgrund des Ministerialerlasses zur Umverteilung vom 20. Januar 2005;

Aufgrund des am 18. Januar 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Januar 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

In der Erwägung, dass das Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Dezember 2002 über die Finanzierung der Sanierung der Tankstellen bestimmt, dass der Betreiber, der Benutzer oder der Eigentümer eines verschmutzten Geländes, der im Falle einer Schließung seinen Anspruch auf eine Beteiligung des Fonds gelten lassen möchte, unter Gefahr der Aberkennung seines Rechts über eine Frist von 12 Monaten ab der Veröffentlichung der Zulassung des Fonds im *Belgischen Staatsblatt* verfügt, um seinen Antrag auf Beteiligung durch einen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung einzureichen;

In der Erwägung, dass das allerletzte Datum für die Einreichung eines solchen Antrags auf Beteiligung der 26. März 2005 ist;

In der Erwägung, dass das Verfahren für die Zuschussgewährung in kürzester Frist effektiv sein muss, damit die Empfänger diesen Zuschuss vor dem allerletzten Datum für die Einreichung der Anträge auf Beteiligung bei dem Fonds in Anspruch nehmen können;

In der Erwägung, dass es infolgedessen Anlass gibt, die Dringlichkeit geltend zu machen;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Beschließt:

Artikel 1 - Bei der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört;
- Nachweisanalyse: die Nachweisanalyse, die in Artikeln 681bis/63, 64 und 74 der durch die Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947 genehmigten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung vorgesehen ist;
- Technischer Beamter: der Generaldirektor der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt des Ministeriums der Wallonischen Region oder dessen Beauftragter;
- Zusammenarbeitsabkommen: das Zusammenarbeitsabkommen vom 13. Dezember 2002 über die Finanzierung der Sanierung der Tankstellen.

Art. 2 - Der Minister gewährt einen Zuschuss an die Personen, die eine Nachweisanalyse des Bodens und des Untergrundes einer Tankstelle, deren Betrieb nach dem 31. Dezember 1992 eingestellt wurde, durchführen, um einen Antrag auf Beteiligung im Rahmen des Zusammenarbeitsabkommens einzureichen.

Art. 3 - Der Zuschuss wird gewährt, wenn die Nachweisanalyse darauf schließen lässt, dass es keine Verschmutzung gibt und wenn diese Schlussfolgerung durch den technischen Beamten bestätigt wird.

Art. 4 - Der Zuschuss beträgt 80% der Kosten für die Nachweisanalyse, inkl. MwSt. Er darf den Betrag von € 2.000 pro Akte inkl. MwSt. nicht überschreiten.

Art. 5 - Der Antrag auf Zuschuss wird dem technischen Beamten spätestens am 31. Dezember 2005 per Einschreiben mit Empfangsbestätigung oder gegen eine Aufgabe- oder Empfangsbescheinigung zugeschiedt.

Das in der Anlage zum vorliegenden Erlass stehende Formular, das durch den zugelassenen Sachverständigen ausgefüllt wird, und eine Rechnung, die den Betrag der Kosten für die Nachweisanalyse bestätigt, werden dem Antrag beigefügt.

Art. 6 - Der Zuschuss wird den Personen gewährt, die den in Artikeln 2 und 3 erwähnten Kriterien genügen, einschließlich derjenigen, die eine Nachweisanalyse vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses durchgeführt haben.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 8 - Der Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Januar 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE

Antrag auf Zuschuss für die Durchführung der Nachweisanalysen
im Falle der endgültigen Schließung einer Tankstelle
Bestätigung der durch den zugelassenen Sachverständigen berechneten Kosten

Ich Unterzeichnete(r) (*Name, Vorname*), zugelassene(r)

Sachverständige(r), mit Bürostellen in (*Anschrift*)

bescheinige hiermit, zugunsten von Frau, Herrn (*Name und Vorname des Antragstellers*)
.....

wohnhaft (*Anschrift des Antragstellers*)

eine Begutachtung im Rahmen der Nachweisanalyse, die in Artikeln 681bis/63, 64 und 74 der durch die Regentenerlasse vom 11. Februar 1946 und vom 27. September 1947 genehmigten Allgemeinen Arbeitsschutzordnung, in ihrer durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 abgeänderten Fassung, vorgesehen ist, für einen Betrag von Euro vorgenommen zu haben.

Geschehen in (Gemeinde),

am (Datum)

Unterschrift

Diese Unterlage muss der "Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement" (Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt), "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle)

Avenue Prince de Liège 15, in 5100 NAMUR zugeschickt werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Januar 2005 zur Gewährung von Zuschüssen für die Durchführung von Nachweisanalysen im Falle der endgültigen Schließung einer Tankstelle beigelegt zu werden.

Namur, den 20. Januar 2005

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2005 — 310

[2005/200269]

20 JANUARI 2005. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van subsidies voor de uitvoering van indicatieve onderzoeken in geval van definitieve sluiting van een tankstation

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 19 december 1996 houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie, bij het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taken en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, bij het decreet van 15 februari 2001, bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 tot invoering van de euro inzake afvalstoffen, bij het decreet van 20 december 2001 met het oog op de invoering van een terugnameplicht voor bepaalde goederen of afvalstoffen, bij het decreet van 18 juli 2002 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, bij het decreet van 19 december 2002 houdende wijziging van de decreten van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, bij het decreet van 15 mei 2003 tot wijziging van het decreet van 11 september 1985 houdende milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest, bij het decreet van 16 oktober 2003, bij het decreet van 1 april 2004 betreffende de sanering van verontreinigde bodems en te herontwikkelen bedrijfsruimten en gedeeltelijk vernietigd door het arrest van het Arbitragehof nummer 81/97 van 17 december 1997, inzonderheid op artikel 6, 7°;

Gelet op het decreet van 15 mei 2003 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 betreffende de financiering van de bodemsanering van tankstations;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 tot wijziging van titel III van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming door de invoering van specifieke bepalingen die toepasselijk zijn op de installatie en de uitbating van benzinstations, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2000 en bij het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 juli 2004 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 augustus 2004 tot regeling van de werking van de Regering, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2004;

Gelet op het decreet van 22 december 2004 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het jaar 2005;

Gelet op het ministerieel herverdelingsbesluit van 20 januari 2005;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 januari 2005;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 januari 2005;

Overwegende dat het Samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 betreffende de financiering van de bodemsanering van tankstations bepaalt dat de uitbater, de bezetter of de eigenaar van een verontreinigd terrein die in geval van sluiting zijn recht op de tegemoetkoming van het Fonds wenst te laten gelden, op straffe van verval vanaf de datum van bekendmaking van de erkenning van het Fonds in het *Belgisch Staatsblad* over een termijn van twaalf maanden beschikt om zijn aanvraag om tegemoetkoming bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst in te dienen;

Overwegende dat dit soort tegemoetkomingsaanvraag uiterlijk 26 maart 2005 ingediend moet worden;

Overwegende dat de procedure voor de toekenning van subsidies zo spoedig mogelijk opgestart moet worden opdat de bestemmingen er voordeel van zouden kunnen trekken vóór de uiterste datum waarop de dossiers inzake tegemoetkomingsaanvraag bij het Fonds worden ingediend;

Overwegende dat derhalve de dringende noodzakelijkheid ingeroepen moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- Minister : de Minister van Leefmilieu;

- Indicatief onderzoek : het indicatief onderzoek bedoeld in de artikelen 681bis/63, 64 en 74 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947;

- Technisch ambtenaar : de Directeur-generaal van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van het Ministerie van het Waalse Gewest of zijn afgevaardigde;

- Samenwerkingsakkoord : het Samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 betreffende de financiering van de bodemsanering van tankstations.

Art. 2. De Minister verleent een subsidie voor de uitvoering van een indicatief onderzoek van de grond en de ondergrond van een tankstation waarvan de uitbating na 31 december 1992 stopgezet werd, om een dossier inzake tegemoetkomingsaanvraag in te dienen in het raam van het Samenwerkingsakkoord.

Art. 3. De subsidie wordt toegekend als het indicatief onderzoek geen verontreiniging vaststelt en na goedkeuring van die vaststelling door de technisch ambtenaar.

Art. 4. De subsidie dekt 80 % van de prijs van het indicatief onderzoek, incl. BTW. Ze bedraagt maximum € 2.000 per dossier, incl. BTW.

Art. 5. De aanvraag om tegemoetkoming wordt uiterlijk 31 december 2005 bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst of tegen ontvangstbewijs aan de technisch ambtenaar gericht. De aanvraag gaat vergezeld van het bij dit besluit gevoegde en door een erkende deskundige behoorlijk ingevulde formulier en van een factuur die het bedrag van de prijs van het indicatief onderzoek vermeldt.

Art. 6. De subsidie wordt verleend aan de personen die voldoen aan de criteria bedoeld in de artikelen 2 en 3, met inbegrip van degenen die een indicatief onderzoek hebben uitgevoerd vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 januari 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE

Subsidieaanvraag voor de uitvoering van indicatieve onderzoeken
in geval van definitieve sluiting van een tankstation
Attest van de kosten gemaakt door de erkende deskundige

Ondergetekende (*naam, voornaam*), erkende deskundige,

Gevestigd (*adres*),

Verklaart ten gunste van Mevrouw, Mijnheer (*naam en voornaam van de begunstigde*)

.....
Woonachtig (*adres van de begunstigde*)

.....

voor een bedrag van ... euro expertisewerken te hebben uitgevoerd in het raam van het indicatief onderzoek bedoeld in de artikelen 681bis/63, 64 en 74 van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming goedgekeurd bij de besluiten van de Regent van 11 februari 1946 en 27 september 1947, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999.

Gedaan te (gemeente)

Op (datum)

Handtekening

Document te richten aan volgend adres :

Direction générale des Ressources Naturelles et de l'Environnement, Office wallon des déchets,
Avenue du Prince de Liège 15,
5100 NAMUR

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van subsidies voor de uitvoering van indicatieve onderzoeken in geval van definitieve sluiting van een tankstation.

Namen, 20 januari 2005.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN